



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

Service de l'action
administrative
et des moyens
Sous-direction des achats
Bureau de la stratégie
et de l'ingénierie
des achats
SAAM B1

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

**REPONSES DU MINISTÈRE AUX QUESTIONS POSEES
PAR LES CANDIDATS (3)**

PROCEDURE N° : MEN-SG-AOO-26013

OBJET : Fourniture de licences, souscriptions, support et maintenance et prestations d'expertise et de formation pour un ensemble de solutions généralistes couvrant les besoins des services centraux et déconcentrés des ministères chargés de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace, des sports, de la jeunesse et de la vie associative, ainsi que des établissements de formation et de recherche membres du groupement de commande du Groupe Logiciel

Lot n°1 : Solutions exécutées sur un poste de travail en autonomie

Lot n°2 : Solutions dépendant intégralement d'un service distant

Si certaines questions posées par les candidats ne trouvent pas de réponse dans ce document :

- soit le ministère considère que la réponse se trouve dans les cahiers des charges ;
- soit le ministère n'est pas en mesure de fournir une réponse à ce stade de la consultation ;
- soit il est attendu des candidats qu'ils proposent la solution qu'ils jugent la plus pertinente.

➤ **BPU**

Question :

Certains produits présents aux BPU ne sont plus disponibles auprès des éditeurs. Que devons-nous renseigner dans la colonne "prix public et prix remisé" ?

Réponse :

Conformément à l'article 9.4 du règlement de consultation, dans le cas où un produit est obsolète à la date de remise des offres, le candidat laisse la ligne vide à l'exception de la colonne « prix remisé », où il indique « version obsolète ».

Le candidat ne doit pas remplacer des références qui ne sont plus disponibles auprès des éditeurs par des évolutions, substitution ou des nouveautés telles que définies dans l'article 18.3.2 du CCAP au mois de référence du BPU : il laisse la ligne vide à l'exception de la colonne « prix remisé », où il indique « version obsolète »

➤ **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES -**

Question :

En retenant l'hypothèse de 1 heure d'insertion par tranche de 3 000 € de commandes, est-il exact de considérer :

- un volume total de 78 833 heures sur la durée du marché (4 ans),
- soit 19 708 heures par an,
- et, en partant d'une capacité moyenne de 1 600 heures par an pour un équivalent temps plein, un besoin estimé à 12,3 ETP, arrondi à 13 ETP ?

Confirmez-vous que ce mode de calcul est correct et que vous êtes d'accord avec cette synthèse ?

Réponse :

Le mode de calcul et la synthèse présentés dans cette question sont incorrects.

L'hypothèse d'une heure d'insertion pour chaque tranche de 3 000 € facturée hors taxe ne s'applique qu'à l'atteinte d'un montant de 1 000 000 € pour le lot 1 et de 1 500 000 € pour le lot 2.

À l'atteinte de ces deux montants seuils, le titulaire du lot 1 a un engagement de 333 heures d'insertion et le titulaire du lot 2 a un engagement de 500 heures d'insertion. Le nombre d'heures dépend de la totalité des montants facturés sur toute la durée d'exécution du marché.

Question :

Dans l'hypothèse où le volume d'actions humaines serait insuffisant pour permettre la réalisation de la clause d'insertion, à quel niveau vous envisagez la production des heures d'insertion ?

Réponse :

Le ou les bénéficiaires de l'action d'insertion peuvent contribuer à l'exécution même du marché public, ou contribuer aux fonctions supports de l'entreprise (ce qui permet d'ouvrir les missions qui peuvent être confiées, et donc les métiers potentiellement concernés). Les modalités d'exécution de la clause sociale d'insertion seront discutées entre le titulaire et l'EPEC (facilitateur).

Question :

Si nous sommes en mesure de démontrer l'impossibilité opérationnelle de produire ces heures dans le cadre du périmètre défini, seriez-vous disposé à revoir ou ajuster la clause d'insertion ?

Réponse :

Les modalités d'exécution de la clause sociale d'insertion seront discutées entre le titulaire et l'EPEC (facilitateur), en prenant en compte les contraintes mais sans revenir sur le nombre d'heures ainsi que sur la typologie des publics bénéficiaires.

Question :

Plus globalement, comment la projection et l'application de cette clause d'insertion ont-elles été envisagées dans un marché majoritairement orienté fourniture de licences et prestations associées avec outil de gestion de la demande ?

Réponse :

Le ministère a été accompagné par l'EPEC, facilitateur de clause sociale d'insertion, afin de définir le calibrage et rédiger la clause d'insertion.

Le ou les bénéficiaires de l'action d'insertion peuvent contribuer à l'exécution même du marché public, ou contribuer aux fonctions supports de l'entreprise (ce qui permet d'ouvrir les missions qui peuvent être confiées, et donc les métiers potentiellement concernés).